



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WORLD FUEL SERVICES

37-39 av Ledru-Rollin
Gare de Lyon
75012 Paris

Références : 26_UD33_CRA_0059

Code AIOT : 0005206072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement WORLD FUEL SERVICES implanté Aéroport de Bordeaux Mérignac 33689 Mérignac. L'inspection a été annoncée le 28/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été diligentée afin de procéder au récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 7 juillet 2025, pris à l'encontre du site de Mérignac.

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre des suites de l'inspection menée sur le site le 27 mai 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WORLD FUEL SERVICES
- Aéroport de Bordeaux Mérignac 33689 Mérignac
- Code AIOT : 0005206072
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société WORLD FUEL SERVICES France SAS dispose actuellement d'un dépôt sur l'aéroport de Mérignac afin d'approvisionner les avions de ligne qui transitent par l'aéroport de Mérignac en carburants pour l'aviation (Jet A1, F44 et SAF).

Le site dispose donc d'une installation de chargement des camions avitailleurs carburant pour l'aviation (rubrique 1434-1a) et de capacités de stockage de carburant (rubrique 4734.1) de 462 tonnes, sous forme de cuves de stockage double enveloppe, et de 202 tonnes (rubriques 4734.2), dans les camions avitailleurs.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Équipement sous pression
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 07/07/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
4	Organisation - convention SSLIA	AP de Mise en Demeure du 07/07/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Point rétention - cuve épandage	Arrêté Préfectoral du 03/06/2024, article 5.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours
10	Moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 03/06/2024, article 5.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Emulseurs	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 4.3.1 annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Classement ICPE - Modifications 2024	Code de l'environnement du 15/01/2026, article R511-9 Annexe (2)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Vérification périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article article 3.7 annexe I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
16	Déchets - terres excavées à l'emplacement des anciennes cuves de carburant	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article point 8 annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle périodique	AP de Mise en Demeure du 07/07/2025, article 1	Sans objet
3	Surveillance de la zone de stationnement	AP de Mise en Demeure du 07/07/2025, article 1	Sans objet
5	Organisation - Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 03/06/2024, article 5.2	Sans objet
6	Inspection périodique et réqualification périodique	AP de Mise en Demeure du 07/07/2025, article 1 - point 5	Levée de mise en demeure
7	Rétention - Barils et fûts	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Article 2.8	Sans objet
8	Point rétention - séparateur à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 03/06/2024, article 5.4	Sans objet
14	Rétention - cuve double	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.7.2 annexe I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	enveloppe		
15	Compresseur – liste	Arrêté Ministériel du 20/11/2007, article 6, point III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort que l'APMD du 7 juillet 2025 peut être considéré comme partiellement satisfait, sous réserve de la transmission d'éléments complémentaires et de la mise en œuvre effective des actions restant à engager. Les compléments attendus concernent notamment la vérification complémentaire des installations électriques et la convention avec le Service de Secours et de Lutte contre l'Incendie d'Aéronefs (SSLIA).

Concernant les suites de l'inspection du 27 mai 2025, des compléments sont attendus, notamment en ce qui concerne les moyens de lutte contre l'incendie (poteaux incendie), la gestion de l'émulseur, la situation administrative (mise en cohérence des installations de chargement/déchargement avec le PAC de 2024), la cuve épandage (contrôle du niveau de remplissage), les robinets d'incendie armés (RIA), et la gestion des déchets.

À défaut de transmission des éléments attendus et de mise en œuvre des actions demandées dans les délais impartis, les manquements constatés seront qualifiés de non-conformités et susceptible d'entraîner des suites et/ou des sanctions administratives (mise en demeure, mise en œuvre d'une astreinte journalière...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/07/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, conformité
Prescription contrôlée : [...] en prenant les dispositions nécessaires afin de corriger et lever les non-conformités majeures [...].
Constats : À la suite de l'inspection du 28 février 2023, il a été constaté que les rapports de contrôle périodique réalisés le 3 juin 2022 mettaient en évidence plusieurs non-conformités majeures concernant les rubriques 1434-1a, 4734.2.c et 4734.1.c. Lors de l'inspection précédente du 27 mai 2025, il a également été relevé que les rapports de contrôle "supplémentaire" en date du 6 octobre 2023 confirmaient le maintien de certaines non-conformités majeures, notamment au titre de la rubrique 1434. Lors de l'inspection de ce jour, l'exploitant a présenté les rapports de contrôle supplémentaires, du 6 octobre 2025, <u>modifiés par l'APAVE</u> , attestant de la levée de l'ensemble des non-conformités majeures. Les actions réalisées permettent de solder le constat de l'inspection du 27 mai 2025 et le volet de l'APMD du 7 juillet 2025 consacré à cet item.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/07/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : [...], en procédant à une vérification complémentaire des installations électriques afin d'y intégrer les systèmes non vus et en procédant à la correction des observations présentes dans le rapport de vérification des installations électriques [...].
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir procédé à une rénovation complète des installations électriques du dépôt, mise en service depuis décembre 2025. Cette nouvelle installation a été constatée sur le terrain lors de la visite du site. L'exploitant a précisé être dans l'attente du dossier des ouvrages exécutés (DOE) relatif à cette nouvelle installation et a prévu la programmation d'une visite initiale de vérification de l'installation. En l'état, et en l'absence de transmission à l'inspection des éléments justificatifs attendus, notamment le DOE de la nouvelle installation électrique et le rapport de vérification des installations électriques <u>intégrant la vérification complémentaire prescrite</u> , la mise en demeure du 7 juillet 2025 est considérée comme partiellement satisfaite sur ce point. Elle ne pourra être regardée comme soldée qu'après transmission des justifications attendues.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, dès sa disponibilité et dans un délai maximal de 15 jours à compter de la réception du présent rapport, le dossier des ouvrages exécutés (DOE) relatif à la nouvelle installation électrique du dépôt. Dans le même délai, l'exploitant devra justifier de la planification effective de la visite initiale de vérification des installations électriques (par exemple par la transmission d'un devis signé ou de tout document équivalent), cette visite devant impérativement intégrer la vérification complémentaire des installations électriques, incluant l'ensemble des systèmes concernés et la levée des observations précédemment émises. Le rapport de cette vérification sera transmis à l'inspection dès sa réalisation. À défaut de transmission des éléments dans les délais impartis, cette situation est susceptible d'entraîner des sanctions administratives, notamment la mise en œuvre d'une astreinte journalière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Surveillance de la zone de stationnement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/07/2025, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : [...] en mettant en place une surveillance de la zone de stationnement conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral de prescriptions spéciales [...].
Constats : Lors de la visite d'inspection du 27 mai 2025, il a été constaté qu'aucun système de caméras thermographiques permettant la détection de tout départ d'incendie dans la zone de stationnement n'était implanté. L'exploitant avait par la suite transmis un devis daté du 5 mai 2025 pour la mise en place d'un système de vidéo-protection extérieure avec détection thermique. Lors de l'inspection de ce jour, il a pu être constaté la mise en place effective de caméras afin d'assurer la surveillance de la zone de stationnement conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral de prescriptions spéciales. L'exploitant a également justifié des contrats de télésurveillance et de maintenance avec l'entreprise OPTI SECURITE ainsi que d'une attestation de formation sur l'installation du responsable du site. Les actions réalisées permettent de solder le constat de l'inspection du 27 mai 2025 et le volet de l'APMD du 7 juillet 2025 consacré à cet item.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Organisation - convention SSLIA

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/07/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, lutte incendie
Prescription contrôlée : [...] en mettant en place une convention avec le SSLIA (Service de Secours et de Lutte contre l'Incendie d'Aéronefs) pour la lutte incendie de son site [...].
Constats : La convention a été établie mais n'est pas signée à ce jour. Selon les information recueillies lors de l'inspection chez TOTALENERGIES (exploitant voisin) l'article 6 « Conditions financières » ferait encore l'objet de pourparlers, notamment avec la SA Aéroport de Bordeaux-Mérignac (SA ADBM). Une réunion tripartite associant les parties concernées (SA ADBM, WFS et TOTALENERGIES) est prévue le 29 janvier 2026, au cours de laquelle l'exploitant indique qu'il entend aborder ce point. En l'état, bien que la convention soit formellement établie, celle-ci ne peut être considérée comme valide en l'absence de signature des parties. La mise en demeure est donc considérée comme partiellement satisfaite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de tenir l'inspection informée de l'avancement de la situation dans un délai d'une semaine à compter de la réception du présent rapport.

En tout état de cause, l'exploitant devra justifier, dans un délai maximal d'un mois, de l'existence d'une convention tripartite dûment signée.

À défaut de justification des actions engagées dans les délais impartis, cette situation pourra être qualifiée de non-conformité à l'obligation de mise en place de la convention avec le SSLIA et être susceptible d'entraîner des sanctions administratives, notamment la mise en œuvre d'une astreinte journalière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Organisation - Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2024, article 5.2

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) pour son site situé sur l'emprise de l'aéroport Bordeaux-Mérignac.

[...]

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un Plan d'Opération Interne (POI) mis à jour en date du 03 juillet 2025. Ce document n'est pas visé par l'ensemble des acteurs concernés (WFS et TotalEnergies notamment). En l'absence de visa formalisé, il appartient aux différents acteurs de s'assurer qu'ils disposent chacun de la dernière version en vigueur du POI et qu'ils en ont bien pris connaissance, afin de garantir une mise en œuvre opérationnelle et coordonnée en cas de situation d'urgence.

Un exercice POI a été réalisé le 03 octobre 2025 permettant de tester l'organisation prévue en cas de situation accidentelle. Les enseignements tirés de cet exercice mettent en évidence des axes d'amélioration, en particulier la chaîne d'alerte interne (information systématique de la hiérarchie) et l'organisation de l'évacuation des poids lourds, notamment en assurant la disponibilité des zones de stationnement en lien avec les contraintes aéroportuaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de prendre en compte les enseignements tirés de cet exercice POI et de définir, en lien avec les partenaires concernés, des dispositions opérationnelles adaptées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Inspection périodique et réqualification périodique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/07/2025, article 1 - point 5

Thème(s) : Risques accidentels, équipements sous pression

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] en prenant les dispositions nécessaires afin de régulariser les équipements sous pression présents sur site [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 12 novembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un compresseur sur site. A l'époque, il avait été relevé que cet équipement présentait un retard d'inspection périodique ainsi que de requalification périodique. Ce point a été intégré à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 juillet 2025.suscité.</p> <p>Lors de l'inspection réalisée ce jour, l'exploitant a indiqué avoir procédé à l'évacuation de cet équipement sous pression. Il a précisé qu'en cas de besoin, les prestations correspondantes sont réalisées par un prestataire extérieur. L'exploitant a par ailleurs déclaré ne pas disposer d'autres équipements sous pression sur le site.</p> <p>La visite des installations n'a permis de relever la présence d'aucun équipement sous pression.</p> <p>Les actions réalisées permettent de solder le constat de l'inspection du 12 novembre 2024 et le volet de l'APMD du 7 juillet 2025 consacré à cet item.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 7 : Rétention - Barils et fûts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Article 2.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescription contrôlée : Tout réservoir aérien de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été relevé de non-conformité sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Point rétention - séparateur à hydrocarbures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2024, article 5.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, détection fuites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les séparateurs sont munis d'un système de détection de la teneur en hydrocarbure afin</p>

d'orienter les eaux collectées en cas de fuite d'hydrocarbures, vers les cuves d'épandages.
[...]

Constats :

Lors de l'inspection de mai 2025, il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place les éléments nécessaires afin de formaliser et tracer le test annuel réalisé par ses équipes visant à vérifier le bon fonctionnement du dispositif de détection du séparateur à hydrocarbures.

Lors de l'inspection de ce jour, il a été constaté que l'exploitant a mis en place cette formalisation. Le test annuel du dispositif de détection du séparateur à hydrocarbures est désormais réalisé et tracé, permettant de démontrer le bon fonctionnement de ce dispositif.

Par ailleurs, l'état de propreté du séparateur à hydrocarbures fait l'objet d'une vérification hebdomadaire, tracée sur une fiche de contrôle conservée dans un classeur dédié. Le bon fonctionnement du dispositif de détection fait, quant à lui, l'objet d'une vérification mensuelle et d'une traçabilité sur un document distinct.

L'exploitant a indiqué que ces deux vérifications (état du séparateur et fonctionnement du dispositif de détection) seront regroupées sur un document unique, afin d'améliorer la lisibilité et le suivi.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Point rétention - cuve épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2024, article 5.4

Thème(s) : Risques accidentels, sonde de niveau

Prescription contrôlée :

[...]

Le site est équipé d'une cuve d'épandage d'une capacité de 50 m³ au minimum.

La cuve d'épandage est munie d'une sonde afin de détecter le niveau de remplissage. Un volume libre permanent d'au moins 40 m³ est assuré par l'exploitant.

A défaut de sonde, le niveau de remplissage est contrôlé manuellement une fois par semaine.

Ce contrôle manuel est reporté dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces contrôles de niveau sont mis en place par l'exploitant avant le 31 décembre 2024.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection réalisée en mai 2025, il avait été constaté que la cuve d'épandage d'une capacité de 50 m³ n'était pas équipée d'une sonde de détection du niveau de remplissage. L'exploitant indiquait alors réaliser un contrôle manuel mensuel du niveau de remplissage.

Il avait en conséquence été demandé à l'exploitant d'adapter la périodicité du contrôle à une fréquence hebdomadaire, et, aussi, de mettre en place les dispositions adéquates afin que le volume disponible (libre) soit indiqué sur le registre lors du contrôle manuel réalisé.

<p>Lors de l'inspection du 15 janvier 2026, l'exploitant a confirmé que la cuve d'épandage n'est pas munie d'une sonde de niveau. Il a indiqué réaliser un contrôle du niveau de remplissage de manière mensuelle, complété ponctuellement lors d'épisodes pluvieux.</p> <p>Le dernier relevé figurant au registre date du 13 janvier 2026 et mentionne uniquement que la cuve est « vide », sans indication chiffrée permettant d'attester du volume libre réellement disponible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre sans délai un contrôle manuel hebdomadaire du niveau de remplissage de la cuve d'épandage (en l'absence de sonde). Ce contrôle devra être consigné dans un registre dédié, tenu à la disposition de l'inspection, et indiquer de manière explicite le niveau de remplissage. L'exploitant transmettra à l'inspection, dans un délai d'une semaine à compter de la réception du présent rapport, les éléments attestant de la mise en place effective de ce suivi hebdomadaire, incluant clairement le niveau de remplissage et/ou le volume libre disponible (exprimé en valeurs numériques par exemple).</u></p> <p>Un arrêté de mise en demeure sera proposé à la signature de Monsieur Le Préfet en cas de non réalisation des actions suscitées dans les délais impartis.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 10 : Moyens de lutte incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/06/2024, article 5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, débit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre dont : - 4 poteaux incendie à proximité immédiate du site. Ces poteaux font l'objet a minima tous les 3 ans d'un test de débit. Ce test de débit comprend un test en simultané sur les deux poteaux au nord du site et sur les deux poteaux au sud du site (deux par deux). Le débit minimal sur les deux poteaux, en test simultané, doit être d'un moins 60 m3/h, - d'un canon à mousse avec un débit de 4500 l/min via une convention avec le Service de Secours et de Lutte contre l'Incendie d'Aéronefs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 27 mai 2025, il avait été demandé à l'exploitant qu'un test de débit comprenant un test en simultané sur les deux poteaux au nord du site et sur les deux poteaux au sud du site (deux par deux) soit réalisé.</p> <p>Lors de l'inspection de ce jour, l'exploitant a indiqué avoir pris contact avec l'aéroport (les poteaux Incendies sont sur la concession de ADBM) afin d'organiser la réalisation des essais de débit des poteaux incendie, conformément aux prescriptions de l'article 5.2.1 suscité. Toutefois, l'aéroport aurait précisé à l'exploitant qu'il n'est pas en mesure de réaliser ces essais, ne disposant</p>

pas du matériel nécessaire.
L'exploitant s'est engagé à faire intervenir un prestataire extérieur pour la réalisation des essais de débit requis.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent rapport, de la réalisation effective des essais de débit des poteaux incendie, conformément aux dispositions de l'article 5.2.1 <i>supra</i>.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection, dès leur disponibilité et au plus tard dans un délai maximal de trois mois, les résultats des essais de débit réalisés, incluant notamment les débits mesurés lors des essais réalisés en simultané sur les deux poteaux situés au nord du site et sur les deux poteaux situés au sud du site, avec un débit minimal attendu de 60 m³/h.</p> <p>L'absence de réalisation des actions suscitées expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Emulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 4.3.1 annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, réserve émulseurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment :</p> <p>[...]</p> <p>« - d'une réserve d'émulseurs d'au moins 1 mètre cube compatible avec la nature des liquides inflammables stockés. Cette réserve est stockée dans un ou des endroits identifiés et accessibles, notamment par les services d'incendie et de secours. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection du 27 mai 2025, l'exploitant avait indiqué ne pas posséder d'émulseur sur site, en justifiant que la lutte incendie est assurée par le SSLIA (Services de Sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs) qui dispose de leurs propres émulseurs. Il avait été indiqué à l'exploitant la possibilité de solliciter un aménagement de cette prescription, sous réserve de démontrer que l'absence de réserve d'émulseurs sur site ne dégradait pas le niveau de sécurité incendie, notamment par la production d'avis formalisés du SSLIA et du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde (SDIS 33).</p> <p>À la date de la présente inspection, l'exploitant n'a transmis ni demande formelle d'aménagement, ni confirmation écrite du SSLIA ou du SDIS 33 indiquant qu'une réserve d'émulseurs sur site ne serait pas nécessaire.</p> <p>Par ailleurs, lors de l'inspection de ce jour, l'exploitant a indiqué ne plus souhaiter solliciter</p>

d'aménagement de la prescription, bien que le SSLIA, chargé de la lutte contre l'incendie, dispose de ses propres émulseurs. Il s'est en outre engagé à mettre en place, dans les plus brefs délais, une réserve d'émulseurs d'un volume minimal de 1 m³, conforme aux prescriptions réglementaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant se dote d'une réserve d'émulseurs d'un volume minimal de 1 m³ comme prévu réglementairement.

A défaut, l'exploitant devra transmettre, **sous un mois**, les éléments justifiant de la sollicitation du SSLIA et du SDIS 33 concernant l'absence de nécessité d'une réserve d'émulseurs sur site. Les confirmations écrites de ces services, ainsi que les éléments démontrant que l'absence de réserve d'émulseurs n'affecte pas le niveau de sécurité incendie, devront être intégrés au PAC attendu.

Un arrêté de mise en demeure sera proposé à la signature de Monsieur Le Préfet en cas de non réalisation des actions suscitées dans les délais impartis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Classement ICPE _Modifications_2024

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/01/2026, article R511-9 Annexe (2)

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

A-NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

1434 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant :

b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h DC

Constats :

Lors de la précédente inspection du 27 mai 2025, l'exploitant avait indiqué que les deux pompes dédiées au chargement (débit unitaire de 60 m³/h) ne pouvaient pas fonctionner simultanément, de même que les deux pompes dédiées au déchargement (débit unitaire de 45 m³/h). Toutefois, à cette date, aucun élément technique ne permettait d'attester qu'une seule pompe sur les 4 peut fonctionner à la fois. Il avait en conséquence été demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs techniques correspondants.

Pour rappel : le dossier de modification transmis par l'exploitant en octobre 2024 prévoyait, pour l'installation de chargement des camions avitailleurs en JET, la mise en place de 2 x 2 pompes en parallèle, équipées d'un système de verrouillage électrique ne permettant le fonctionnement que d'une seule pompe à la fois, pour un débit maximal de 60 m³/h, inférieur au seuil de l'autorisation au titre de la rubrique 1434.

Par courrier du 13 novembre 2024, l'inspection avait pris acte de cette modification, sous réserve

du respect effectif de ces dispositions.

Lors de l'inspection réalisée ce jour, il a toutefois été constaté sur site :

- la présence d'un seul ensemble de 2 pompes en parallèle pour le chargement, avec un débit maximal de 60 m³/h, équipé d'un système de verrouillage électrique ;
- la présence de deux pompes dédiées au déchargement, autonomes en fonctionnement, dont une seule est actuellement exploitée, pour un débit maximal de 45 m³/h.

Un essai du système de verrouillage électrique équipant les pompes de chargement a été réalisé le jour de l'inspection et s'est avéré concluant.

Aussi, la configuration réelle des équipements observée sur site ne correspond pas aux dispositions décrites dans le dossier de modification d'octobre 2024, lequel mentionne la présence de 2 x 2 pompes en parallèle avec verrouillage électrique.

En l'état, cette incohérence ne permet pas à l'inspection d'avoir une vision claire et fiable du débit maximal pouvant être mis en œuvre sur le site au titre de la rubrique 1434.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le dossier de modification transmis en octobre 2024, afin de le mettre en conformité avec les conditions réelles d'exploitation observées lors de l'inspection. Cette mise à jour devra inclure une description détaillée et complète des équipements de chargement et de déchargement présents sur le site (nombre de pompes, débits unitaires, affectation fonctionnelle), ainsi que des dispositifs de verrouillage associés. **Le cas échéant, les informations mises à jour devront être fournies sous la forme d'un porter-à-connaissance (PAC).**

Par ailleurs, l'exploitant justifiera, au regard des éléments précités et en tenant compte de l'ensemble des pompes implantées sur le site, que le débit maximal susceptible d'être mis en œuvre respecte le seuil de la déclaration au titre de la rubrique 1434 (inférieur à 100 m³/h) de la nomenclature des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Vérification périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article article 3.7 annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, RIA

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage. [...].

Constats :

Lors de la précédente inspection du 27 mai 2025, l'inspection avait constaté, lors de la mise en

eau d'un robinet d'incendie armé (RIA), la présence d'une fuite importante au niveau d'un flexible ou d'un joint. Ce RIA portait une étiquette de vérification mentionnant un contrôle réalisé en janvier 2025.

Lors de l'inspection de ce jour, un nouvel essai de mise en eau de ce même RIA a été réalisé. L'inspection a de nouveau constaté la présence d'une fuite.

Compte tenu du rôle de ce dispositif dans la prévention et la lutte contre l'incendie, l'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur la nécessité de maintenir en permanence ces équipements en état de fonctionnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les actions nécessaires afin de réparer le robinet d'incendie armé défectueux et de garantir son bon fonctionnement.

L'exploitant transmettra à l'inspection, dans un délai maximal de 1 mois à compter de la notification du présent rapport, tout élément justifiant de la remise en conformité du RIA (compte-rendu d'intervention, vidéo attestant du bon fonctionnement lors d'une mise en eau...).
L'absence de réalisation des actions suscitées expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Rétention - cuve double enveloppe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.7.2 annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, cuve de stockage

Prescription contrôlée :

A.-Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 27 mai 2025, l'exploitant avait été invité à transmettre à l'inspection la documentation technique attestant du caractère double enveloppe de la cuve de stockage, ainsi qu'à s'assurer du bon état de fonctionnement du système de détection de fuite associé.

Lors de l'inspection de ce jour, l'exploitant a présenté la fiche technique du fabricant confirmant

<p>que la cuve est bien constituée d'une double enveloppe. L'exploitant s'assure du bon état de fonctionnement du système de détection de fuite associé à cette cuve.</p> <p>L'inspection rappelle que le bon fonctionnement de ce dispositif de détection conditionne l'efficacité de la cuve double enveloppe en tant que mesure de prévention des pollutions des sols et des eaux, et relève de la responsabilité de l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Compresseur – liste

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2007, article 6, point III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries 27/31 soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage.</p> <p>Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 27 mai 2025, il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place la liste des équipements sous pression prévue à l'article 6 (III) de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression, et d'y intégrer notamment l'équipement sous pression de marque AIR COM, numéro de série 2236108926. Toutefois, ainsi que mentionné au constat n°6 du présent rapport, l'exploitant a déclaré ne plus disposer d'équipements sous pression sur le site. La visite des installations n'a permis de relever la présence d'aucun équipement sous pression soumis aux dispositions de l'arrêté précité.</p> <p>Les éléments recueillis lors de la présente inspection permettent de considérer que le constat formulé lors de l'inspection du 12 novembre 2024 est soldé.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que toute remise en service ou installation ultérieure d'un équipement sous pression devra conduire à l'établissement et à la tenue à jour de la liste réglementaire correspondante.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Déchets - terres excavées à l'emplacement des anciennes cuves de carburant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article point 8 annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, traçabilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Point 8.1 - récupération, recyclage, élimination</p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p>

Point 8.4 - déchets dangereux

8.5. Déchets dangereux Les déchets dangereux sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement. [...]. L'exploitant émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et est en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs sont conservés cinq ans et mis à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

Article R541-8 du code de l'environnement

Au sens du présent titre, on entend par :

Déchet dangereux : tout déchet qui présente une ou plusieurs des propriétés de dangers énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/ CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives. Ils sont signalés par un astérisque dans la liste des déchets mentionnée à l'article R. 541-7.

Déchet non dangereux : tout déchet qui ne présente aucune des propriétés qui rendent un déchet dangereux. [...].

Article L541-2 du code de l'environnement Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

Constats :

Constats réalisés lors de la précédente inspection du 27 mai 2025 :

" Documents consultés :

liste des bons de registre,

fiche d'identification de déchet de la société Biocentre du Sud Ouest (33), en date du 24 janvier 2025,

bordereau de suivi de déchets de numéro BSD-20250130-A5VFRHEB0,

bordereau de suivi de déchets de numéro BSD-20250130-AEKTST60J,

bordereau de suivi de déchets de numéro BSD-20250130-E66V6Y1QE,

bordereau de suivi de déchets de numéro BSD-20250130-HPNXXJ5HX,

bordereau de suivi de déchets de numéro BSD-20250130-P0YTC5D6A,

bordereau de suivi de déchets de numéro BSD-20250130-Z90A4QQNM,

bordereau de suivi de déchets de numéro BSD-20250130-HH7Y6G49N,

rapport d'analyses Agrolab Group du 6 février 2025 des terres excavées (ancien emplacement de cuves hydrocarbures),

facture de la société Biocentre du Sud Ouest, numéro RS00RS001367 du 31 janvier 2025.

Les bordereaux de suivi de déchets transmis indiquent tous, sans exception, qu'il s'agit de terres polluées qui ont été réceptionnées par la société Biocentre Sud Ouest. La fiche d'identification de déchets précise qu'il s'agit de terres hydrocarburées et plus précisément des "terres autour de réservoirs hydrocarbures". En ce qui concerne la liste des bons de registre celle-ci précise un total de 218 tonnes.

Enfin, la facture de Biocentre du Sud Ouest, en date du 31 janvier 2025, précise quant à elle un

traitement des terres polluées pour un quantité de 178.1 tonnes avec comme précision "travaux de janvier 2025, élimination DIB bâche".

Le rapport d'analyses de la société AGROLAB GROUP, en date du 6 février 2025, indique une concentration en hydrocarbures totaux C10-C40 de 1700 mg/kg Ms.

Les bordereaux de suivi de déchets ainsi que la fiche d'identification du déchet de la société Biocentre Sud Ouest indiquent le code déchet 17 05 04 qui correspond à des "terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03".

Ce code déchets, au regard des éléments transmis, n'est pas conforme.

Suite au constat ci-dessus, il a été demandé à l'exploitant de clarifier le classement des terres polluées sous le code déchet 17 05 04, qui semble inapproprié au regard des analyses effectuées.

Lors de l'inspection de ce jour, à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant n'a toujours pas été en mesure de fournir de justifications concernant ce choix de code, ni de précisions sur la destination finale de ces terres polluées. Il n'a pas non plus fourni de justificatifs permettant de comprendre les raisons du classement.

Il est rappelé à l'exploitant que, conformément au point 8.5 suscité, l'ensemble des documents justificatifs relatifs à l'élimination des déchets dangereux, y compris les bordereaux de suivi et les preuves d'élimination, doivent être conservés pendant une durée de cinq ans. Ces documents doivent être mis à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique, notamment en cas de contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de fournir les éléments suivants :

- une justification quant au classement des terres polluées sous le code déchet 17 05 04, en précisant si nécessaire les raisons invoquées par la société Biocentre du Sud-Ouest. ;
- les informations sur la destination finale des terres polluées ;
- la mise à jour, le cas échéant, des bordereaux de suivi de déchets avec le code adéquat pour le traitement des terres polluées, en fonction des résultats des analyses effectuées.

À défaut, l'exploitant devra démontrer que les terres ont été éliminées de manière conforme et que les installations d'élimination utilisées sont autorisées à cet effet.

En l'absence de transmission des éléments demandés dans le délai imparti, cela pourrait être considérée comme un non-respect des obligations réglementaires, et expose l'exploitant à des suites administratives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois